



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Marseille le 16 janvier 2018

Direction de la Citoyenneté, de la Légalité
et de l'Environnement
Bureau des Installations et des Travaux Réglementés
pour la Protection des Milieux

COMPTE RENDU DE LA REUNION DE LA FORMATION SPECIALISEE MER DE LA COMMISSION DE SUIVI DE SITE CONCERNANT LES INSTALLATIONS DE LA SOCIETE ALTEO GARDANNE

Le 17 novembre 2017, la formation spécialisée Mer de la Commission de Suivi de Site (CSS) concernant les installations de la société ALTEO Gardanne s'est réunie sous la présidence de **M.David COSTE**, Secrétaire Général de la Préfecture de département.

La feuille d'émargement, ci-jointe, répertorie les participants.

I Introduction du Secrétaire Général:

M.COSTE souhaite la bienvenue aux participants à la formation spécialisée Mer.

Il rappelle les propositions du Préfet suite à la CSS du 6 juillet 2017 pour améliorer la gouvernance de la commission qui ont été examinées et validées lors de la réunion du Bureau de la CSS du 22 septembre 2017:

- création de deux formations spécialisées Terre et Mer,
- désignation d'un garant par la Commission nationale du débat public,
- engagement de la transmission de l'ensemble des documents susceptibles d'être présentés aux membres 14 jours avant les formations spécialisées;
- accord pour l'invitation de deux personnes invitées par collègue, aujourd'hui M.MAZZOLENI et M.AUGIER. Ces invitations ne sont pas pérennes et sont réalisées en fonction des points inscrits à l'ordre du jour.

Le sous-préfet d'Aix-en-Provence a annoncé le 16 novembre 2017 que la commission plénière ne se réunira pas le 1^{er} décembre 2017 et que cette séance se tiendra en 2018 en accord avec l'autorité préfectorale. Ce point est confirmé.

M.COSTE invite M.QUEVREMONT, Garant, à se présenter.

M.QUEVREMONT rappelle son parcours professionnel au sein de l'inspection du Ministère de

l'environnement (ex : dossier algues vertes), son statut de fonctionnaire retraité et les dossiers suivis dans le cadre de ses missions de la Commission nationale du débat public (CNDP) notamment la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur. Dans ce cadre, le garant veille à l'information et à la participation du public, ce principe d'information ayant une valeur constitutionnelle. Il mentionne que la désignation d'un garant au sein d'une CSS est une première et qu'il prend ses marques sur ce dispositif. Il précise qu'il remettra son rapport au printemps 2018.

En l'absence de question ou de déclaration préalable, les points de l'ordre du jour sont successivement abordés :

II Présentation de la surveillance des rejets en mer par M.COUTURIER, de la DREAL ;

(présentation jointe)

M.COUTURIER présente les résultats des contrôles inopinés sur les rejets en mer effectués par l'inspection en juillet 2017 dans le cadre de l'arrêté préfectoral de 2015 qui prévoit des auto-contrôles de l'exploitant et des contrôles ponctuels et inopinés de la DREAL. Il précise que les éléments recueillis pour octobre 2017 sont, à ce jour, des résultats provisoires qui devront être validés.

Le résultat de juillet montre une conformité globale pour les paramètres avec des dépassements pour le fluorène, le benzo-anthracène, le chrysène et le phénanthrène, dans des limites très faibles proches du seuil de quantification et qui ne sont pas considérés comme significatifs.

Pour septembre et octobre les résultats sont conformes sauf le zinc qui ne dépasse toutefois pas le seuil de l'arrêté ministériel de 1998 avec une valeur de 0,05 au lieu de 0,02 sans dépasser les valeurs de l'arrêté ministériel de 1998, et en calcium pour une valeur de 200 mg au lieu de 20 mg.

Afin de disposer d'une vision des flux et répondre aux observations formulées lors de la précédente CSS, **M.COUTURIER** confirme qu'une diapo a été ajoutée pour indiquer en flux matières les quantités rejetées.

M.COUTURIER évoque, par ailleurs, pour information des membres de la commission, la mise en demeure du 23 juin 2017 signée du Préfet sur le suivi environnemental par des lignes de mouillage instrumentées (qui avaient été retirées en avril 2017). L'exploitant a donné une suite positive à cet arrêté préfectoral et a remis les lignes de mouillage vers la mi-juillet 2017 pour poursuivre les mesures.

Un bilan d'étape sur les études réalisées doit être transmis à l'inspection avant la fin de l'année et ce bilan sera présenté au Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques (CSPRT).

M.CHOMARD précise qu'un avis du CSIRM récent a été formulé sur les lignes de mouillage et après avis favorable, le principe de la remontée des lignes de mouillage a été accepté et validé par un courrier adressé à l'exploitant.

M.LAMBERT demande si les nombreuses données collectées sur l'environnement marin sont réellement utilisées et partagées, notamment avec les milieux universitaires.

M.COSTE demande à la DREAL de voir avec le Ministère compétent ce qui peut être fait en matière d'Open data avec, le cas échéant, un relais du CSIRM pour intégrer la vision universitaire.

M.DUCHENNE rappelle que les études sont confiées à des scientifiques et il leur est effectivement recommandé par l'exploitant de publier les résultats de leurs travaux (ex études sur les substrats durs et les éponges).

III Présentation ALTEO par M.DUCHENNE, Directeur des opérations de la société ALTEO sur les rejets:

(présentation jointe)

M.DUCHENNE rappelle que l'objectif recherché est le respect des seuils de 2022 et l'amélioration de la qualité des rejets.

Sur le traitement complémentaire, **M.DUCHENNE** mentionne la poursuite des expérimentations des pilotes avec une efficacité du traitement au Co2. Un lancement industriel est maintenant envisagé pour travailler au premier semestre 2019.

Pour l'aluminium, les progrès se sont poursuivis jusqu'à 5 mg voire plus.

Tendance similaire constatée sur l'arsenic.

L'unité de filtration se colmate, seule la partie CO2 sera retenue.

Pour DCO et DBO 5, les résultats sont plus décevants et ne sont pas encore sous contrôle avec la perspective de l'échéance 2022.

Pour le pH, il est globalement stable avec une pointe en septembre 2017.

Il apparaît que pour le fer, le niveau est très bas et le paramètre est sous contrôle.

Pour le système de traitement et la filtration, le projet de neutralisation est donc lancé. Ce projet permet d'abattre le pH, le fer, l'arsenic et l'aluminium.

M.DUCHENNE rappelle le traitement effectué par des filtres-presse sur le rejet et également le traitement du flux testé par des oxalates. Ce dernier flux colmatait le process et présentait ainsi des inconvénients.

Ont été menées également des études de technologies de neutralisation par l'acide, acide sulfurique ou phosphorique, chlorure de magnésium ou l'ajout de chaux. Le chlorure de magnésium testé a été écarté également en raison des difficultés de recyclage des produits (hydrotalcites) créés dans le procédé ou par des filières adaptées.

Le procédé au CO2 dont les précipités ne présentent pas de difficultés de réutilisation a été retenu avec plusieurs pilotes et maintenant un avant-projet détaillé est en cours. Il apparaît efficace pour le pH et les métaux.

Un travail est en cours sur d'autres technologies potentielles et il y a toujours l'espoir que le traitement au CO2 ait un effet favorable sur la DCO et la BDO 5.

Un bac de décantation susceptible d'être mis en œuvre fera 18 mètres et sera utilisé dans le process, le recours à un deuxième décanteur sera apprécié, le moment venu.

M.DUCHENNE mentionne que, pour la BDO 5 et la DCO, en sus de l'ozonation, deux solutions sont principalement recherchées :

- une solution d'ultra-filtration par figuration membranaire ;
- des solutions biologiques par des algues et des bactéries ont également été envisagées pour dégrader la DCO et la BDO 5.

Mme INAUDI demande si les investissements ont été évalués et si les moyens actuels sont suffisants.

M.DUCHENNE précise que les investissements ont été estimés à 7 ou 8 millions d'euros pour la première phase jusqu'en 2019 et que ce projet sera soumis à décision du Conseil de surveillance..

M.LAMBERT souhaite une diapo pour évaluer la trajectoire vers 2021 et au-delà et avoir l'ambition d'aller plus loin que le respect des normes. Compte tenu des volumes d'eau rejetés, la question de leur réutilisation est centrale.

M.DUCHENNE précise que l'objectif prioritaire est bien le respect des normes, que l'exploitation d'une canalisation n'est pas la vocation première d'ALTEO et que la perspective de réutilisation des eaux dans le process doit effectivement continuer à être recherchée.

M.COSTE souligne l'intérêt de disposer de jalons et de perspectives sur lesquels les membres de la CSS pourront être informés. Il est en effet important de partager, notamment avec les associations, une vision de l'avenir plutôt que de sans cesse revenir sur le passé.

M.DUCHENNE confirme que l'objectif d'aboutir à une eau douce est intégré mais la visibilité à long terme n'est pas possible à ce stade.

M.MAZZOLENI remercie pour l'invitation à la réunion et demande à qui appartiendront les brevets et si l'usine est en cours de vente.

M.COSTE rappelle que la CSS est centrée sur le suivi des sites d'ALTEO et non la surveillance du capital de l'entreprise. Il considère que ces questions, a priori, sont hors du champ de la commission et laisse à ALTEO le choix de répondre ou pas.

M.DUCHENNE précise que les brevets seront partagés entre ALTEO et ses partenaires dans les projets comme cela se fait habituellement.

M.COSTE interroge les membres de la commission pour savoir s'il y a des questions en particulier des associations sur les rejets ou l'évolution des processus.

M.CARRODANO mentionne que ce qu'il a entendu conforte ses inquiétudes et souhaite une évaluation des différents impacts sur la pêche de cinquante ans de rejets.

Il évoque l'impact de cette situation sur la pêche et les petits métiers de celle-ci. Il souhaite une expertise partagée de la situation au fond et des décisions pour ceux qui vivent de la mer.

Même s'il semble y avoir des progrès, le fond de la mer qui fait partie du DPM a été envahi par les boues rouges à la suite des autorisations accordées aux différents exploitants, sans réaction, alors qu'en bord de mer des constructions sont régulièrement éradiquées.

M.COSTE souhaite que l'on s'attache à la trajectoire et constate qu'une anticipation semble possible par rapport aux échéances fixées.

Sur le Domaine public maritime (DPM), il précise que ce qui est envisagé sur le littoral est l'application stricte de la loi quand des appropriations se sont faites illégalement.

M.CHOMARD rappelle l'existence des deux arrêtés de 2015 dont un sur le domaine public maritime (DPM) avec un cahier des charges très fort et précis. Il y aura une réunion du comité de suivi de la canalisation avant la fin de l'année. Par ailleurs, des contrôles inopinés auront lieu sur la canalisation. Le principe de la remise en l'état est inscrit dans cet arrêté avec la possibilité, en fonction de la colonisation marine constatée, de laisser la structure en place si cette option est plus pertinente.

M.COUTURIER rappelle le programme de surveillance avec des campagnes en cours de réalisation; un bilan sur l'impact sur le milieu marin sera remis à la fin de l'année. Le suivi des sédiments et de leur écotoxicité résultant des rejets anciens et actuels est également réalisé et fera l'objet d'un bilan.

Ce bilan pourra faire l'objet d'une présentation future.

M.AUGIER remercie pour l'invitation et il précise qu'il intervient en tant que scientifique et président d'Union Calanques Littoral et représentant d'une quarantaine d'associations.

Il constate que les commissions sont une tradition française de facilité pour aborder les thématiques complexes tout en autorisant les rejets de polluants.

Il lit l'intervention jointe en annexe relative à l'impact environnemental des rejets en mer qui met en avant la quantité des polluants rejetés en Méditerranée et les effets cumulatifs dans le temps de ces substances pour la bio-diversité et la chaîne alimentaire avec une concentration des polluants.

Le rejet d'ALTEO s'additionne ainsi avec d'autres rejets notamment celui de Cortiou, de l'Huveaune et le bruit de fonds d'une Méditerranée déjà polluée.

Les études de la toxicité sont faites sur des individus marins adultes et non larvaires : cette non prise en compte ne permet pas une vision exacte de la situation.

Il précise que les associations ont le souci du personnel de Gardanne, et souhaite qu'un sursis soit donné à l'exploitant pour qu'il puisse se doter d'une station de traitement des eaux performante.

M.AUGIER rappelle le contentieux en cours et les alertes faites auprès des différents gouvernements.

Par ailleurs, l'attention de l'Union Européenne a été appelée sur les problématiques rencontrées.

M.AUGIER fait un appel solennel aux membres de la CSS pour apprécier la situation rencontrée et faire en sorte que le Parc National des Calanques ne continue pas à disposer d'un « droit à polluer ».

M.COSTE s'étonne que **M.AUGIER** critique ces commissions vu qu'il a demandé à faire partie de la CSS. Il ne peut être d'accord avec certaines affirmations notamment sur les concentrations et son évocation des études menées par l'ANSES, qui ont été rapportées en séance du CSS.

Il rappelle que la création du Parc national des Calanques a bien pris en compte la situation existante et a formulé un avis conforme lors de la procédure d'instruction des autorisations. Par ailleurs, le CSIRM travaille sur ces sujets pour approfondir la connaissance objective de la situation.

M.AUGIER précise qu'il n'a pas eu l'intention de contester les travaux de l'ANSES et de l'IFREMER lesquels sont des organismes sérieux. Mais qu'il conviendrait de mieux utiliser l'argent public: pour obtenir des résultats, il faudrait donner les moyens à l'industriel de se doter d'une station d'épuration efficace et obtenir l'aide de l'État à cette fin.

M.LAMBERT constate que c'est la première fois qu'une association évoque des aides à l'industriel pour aller plus loin, plus vite, plus fort.

Il souhaite savoir si les autres associations sont en phase avec cette idée pour accélérer ce processus.

Mme PIANTE, pour WWF, réserve sa réponse sur cette question.

M.MOUYREN pour FNE 13 soutient également la proposition de **M.AUGIER** également relayée par le Député **LAMBERT**.

Mme PIANTE a une question sur les traitements complémentaires notamment au CO2. L'appel d'offre étant en cours, elle souhaite savoir quel serait l'opérateur de la STEP et les échéances envisagées.

M.DUCHENNE précise qu'ALTEO va choisir le partenaire pour l'ingénierie lequel va suivre la construction. Le premier semestre 2019 est envisagé pour le premier fonctionnement avec la nécessité d'une période pour procéder aux ajustements. Il confirme que cette unité sera opérée par ALTEO et ses personnels.

Le dispositif sera soumis au conseil de surveillance de l'entreprise au début décembre 2017.

M.MUGNIER, représentant du personnel, mentionne les travaux auxquels il participe sur l'amélioration des rejets et insiste sur les progrès réalisés grâce aux efforts des personnels.

M.AUGIER reconnaît les efforts de l'industriel que les associations ont pu constater en visitant le

site et en voyant les pilotes. L'objectif des associations est toujours zéro pollution.

M.DUCHENNE tient à préciser que certains points de la présentation de M.AUGIER et que certains propos tenus ne permettent pas une compréhension exacte du rejet, a fortiori lorsque des allusions sont faites à la catastrophe de Minamata au Japon alors qu'ALTEO ne rejette pas d'éthyl. 57 paramètres sont mesurés mais seuls 6 paramètres sont en dérogation et pour 50 paramètres les prescriptions de l'arrêté préfectoral sont inférieures aux seuils ministériels.

Sur le mercure, **M.DUCHENNE** précise que le maximum rejeté par jour, vérifié par l'État, est de 3 grammes là où M.AUGIER affirme régulièrement un rejet de 113 kg par an.

Il souhaite sur ces sujets qu'une information claire soit donnée sur des faits avérés.

M.AUGIER précise que le calcul a été fait en fonction du pourcentage par rapport au débit et il ne comprend pas le résultat du calcul.

M.COUTURIER éclaire la thématique du flux matière en fonction de la concentration qui fluctue pour calculer le rejet total annuel.

Une présentation ultérieure sera faite lors d'une CSS ou d'une formation spécialisée.

M.COSTE constate le dialogue amorcé entre les associations et l'industriel et invite les acteurs à le poursuivre sur la question des méthodologies à utiliser.

IV Point sur la canalisation par M.DUCHENNE (ALTEO) et M.COUTURIER (DREAL) :

(présentation jointe)

M.DUCHENNE apporte des éléments sur la question de la corrosion d'une canalisation immergée et les moyens de la contrôler.

Plusieurs méthodes sont principalement utilisables :

- la mise en place d'un revêtement époxy ou un brai (goudron) pour empêcher le contact avec l'eau mais celui-ci n'est pas à l'abri d'un choc,
- l'installation d'une protection cathodique avec un courant électrique injecté dans la canalisation empêchant physiquement la corrosion de se produire.

Par ailleurs, un plan de surveillance et de maintenance de la canalisation a été élaboré et a été mis au point avec les services de la DREAL et la DDTM pour contrôler la protection cathodique et son fonctionnement permanent..

Des mesures d'épaisseur sont effectuées, tous les ans, dans le puits de Port Miou, zone la plus propice à la corrosion en raison de la présence à cette profondeur moindre de plus d'oxygène. De plus, la canalisation est verticale à cet endroit et est donc exposée aux variations de niveau de la mer ou aux éclaboussures.

Un contrôle de l'épaisseur de la canalisation, tous les cinquante centimètres est réalisé jusqu'à une profondeur de 40 mètres (sur une longueur de 800 mètres) de façon systématique. Cette profondeur est une limite des prestataires pour travailler au fond de la mer.

De plus, cette portion de la canalisation présente un coude qui facilite l'abrasion. Cette partie fait ainsi l'objet d'un suivi plus particulier.

Après le coude, la circulation est laminaire et ne génère plus autant d'abrasion.

Il apparaît que les mesures ainsi effectuées sur cette portion sont caractéristiques de l'usure potentielle du tuyau.

Le reste de la canalisation (7 km) est contrôlé visuellement par une inspection visuelle par un robot sous-marin ROV (remotely operated vehicle) tous les 3 ans, ainsi qu'à l'occasion d'interventions ponctuelles.

Les systèmes de contrôles depuis l'usine permettent de détecter des pertes de charges qui seraient le signe d'une avarie sur la canalisation.

M.DUCHENNE précise les épaisseurs contrôlées dans la canalisation par tronçon (avec la partie verticale de la canalisation plus épaisse -9,2 mm- avec un minimum à -8,7 mm-). Avec une pression de 6 à 8 bars, un minimum de 0,6 mm serait suffisant pour résister à la pression prévue.

Pour la partie immergée, la canalisation est à 8,4 mm en moyenne et pour le tronçon correspondant à la partie sous-marine de 7,92 mm avec un minimal à 7,4 mm.

Les épaisseurs constatées sont en conséquence très au-dessus de la norme minimale.

M.DUCHENNE précise qu'en fonction des constats des mesures précises sur le début de la canalisation au niveau du puits, la canalisation lui apparaît être en bon état malgré les cinquante ans d'exploitation.

M.CARRODANO rappelle avoir présenté en CSS un film de la canalisation qu'il a lui-même réalisé. Le brai est défectueux à certains endroits, et au-delà de 21,7 mètres, il n'y a plus de cavaliers. A 28 m, les canalisations se croisent avec des frictions.

Il évoque des documents provenant de Pechiney qu'il avait pu obtenir qui mentionnaient que la canalisation la plus épaisse faisant 7,9 mm et il s'étonne qu'elle ait grossi.

Il doute qu'en cinquante ans, un ouvrage immergé qui a subi l'abrasion des substances transportées soit en parfait état et il réitère sa demande d'être associé à une inspection par ROV.

M.DUCHENNE précise que la canalisation fait 7,92 mm sur la partie plane à partir du puits et que les cavaliers s'arrêtent vers 20 mètres.

Il précise toutefois que les deux canalisations de la Barasse et de Pechiney ne se croisent pas. Le chevauchement se fait sur une canalisation vestige qui présente un risque. Ce morceau sera découpé et remonté pour éviter le risque. Cette opération fera l'objet d'échanges afin de valider la

bonne méthode s'agissant du parc des calanques et de la préservation des champs de posidonies.

Sur l'usure de la canalisation, **M.DUCHENNE** précise que le mélange qui circule n'est pas très abrasif contrairement au produit fini vendu par ALTEO. Il insiste sur la circulation laminaire avec une vitesse périphérique suffisamment faible compte tenu de la viscosité du liquide qui limite l'abrasion.

Par contre, dans les coudes, la problématique mérite effectivement une attention particulière.

M.CARRODANO intervient et conteste l'allégation selon laquelle les deux canalisations Pechiney et La Barasse ne se croisent pas.

M.DUCHENNE précise que ce point sera néanmoins vérifié.

M.COSTE confirme que les services de l'État vérifieront également cette question pour trancher définitivement le débat.

M.MAZZOLENI intervient sur l'état de la canalisation (document joint en annexe) et confirme de son point de vue le croisement de deux canalisations. Il évoque la lettre du 3 août 2017 du Préfet qui lui a été adressée, laquelle fait le point sur la surveillance de la canalisation et aborde la possibilité à terme de recourir si nécessaire à une tierce expertise.

Il souhaite avoir des certitudes sur l'état de la canalisation et mentionne une réparation faite en octobre 2017 sur laquelle il a des éléments.

Il mentionne la possibilité d'un contrôle par PIG de la canalisation proposée par ALTEO en 2014.

Il rappelle la constatation en 1986 de la présence de boues rouges à 120 m et que des éléments détaillés sur ce point ont été donnés à l'enquête publique et plus récemment.

Il précise qu'ALTEO n'a que la maintenance de la canalisation dont la propriété relève d'Aluminium Pechiney.

Il lui apparaît que les documents qu'il détient, notamment le traité d'apport, passés entre les partenaires lui apparaissent écarter la responsabilité d'ALTEO.

M.MAZZOLENI souhaite que ces vérifications précises soient faites et que des certitudes soient partagées.

Il allègue que les décisions industrielles sont prises en fait à Montréal.

M.LAMBERT constate qu'ALTEO va intervenir sur un ouvrage dont il n'a pas la responsabilité même s'il faut le faire. Il lui apparaît que les moyens financiers nécessaires à mettre en œuvre doivent être évalués.

En effet, il s'interroge sur l'intérêt de mobiliser des moyens importants sur la canalisation alors que la pollution baisse rapidement. Les moyens financiers d'ALTEO mériteraient d'être mieux utilisés sur les enjeux à terre.

Une analyse de risque puis l'application des moyens adaptés pour optimiser lui paraissent nécessaires. Il souhaite que cette approche soit privilégiée en vue de la prochaine CSS.

M.COUTURIER rappelle que dans les deux arrêtés ICPE et DPM, il y a des prescriptions techniques précises pour imposer à l'exploitant la réalisation d'un plan de surveillance en mer (PSM). Celui-ci a été rédigé par l'exploitant et a été transmis. Des échanges sont en cours avec les services de l'Etat (DREAL et DDTM).

Par ailleurs, un bilan des résultats des contrôles est prévu et pourra être fait à une prochaine séance.

Un Plan de surveillance et d'intervention (PSI) est également prévu en cas de problèmes pour réagir à la situation qui serait rencontrée.

Le contenu de ce plan est défini dans l'arrêté préfectoral. Une version de ce PSI a été transmise en octobre 2017. Un exercice annuel pour tester ce plan est prévu. Un a été réalisé en 2016 et un nouvel exercice sera réalisé prochainement.

M.CHOMARD précise qu'il convient de distinguer les deux arrêtés. Il précise que l'arrêté DPM impose un cahier des charges contraignant à l'exploitant. C'est dans ce cadre que le PSM est prévu. La validation de la version 3 de ce PSM est en cours pour la fin de l'année sous le contrôle du groupe de suivi de la canalisation (Préfecture Maritime, Parc des Calanques, DREAL et DDTM).

Le PSM comprend les obligations notamment sur :

- la protection cathodique,
- la contrôle visuel,
- le contrôle par robot sous-marin ROV (remotely operated vehicle)

Le PSI global est prévu dans les deux arrêtés terre et mer.

Pour la version du PSI en mer, il est nécessaire d'améliorer le dispositif et une réunion aura lieu la semaine prochaine.

M.PERON, de la Préfecture maritime, insiste sur la nécessité de prévoir le dispositif de réaction de l'exploitant, l'alerte et le concours éventuel des services de l'État.

Pour la partie terrestre le dispositif semble bien appréhendé, mais celui-ci nécessite une adaptation particulière pour la partie marine.

Le document comporte une trame connue des services de l'État devant intégrer les spécificités maritimes.

M.CHOMARD revient sur la question de la tierce expertise qui reste une option. Le recours à celle-ci n'a pas été apprécié comme nécessaire à ce stade mais la possibilité existe.

Pour la DDTM, le croisement évoqué se fait avec une canalisation vestige, et non avec la canalisation de la Barasse.

M.QUEVREMONT tient à souligner deux points :

- faut-il recourir à une tierce expertise ?
- quid de l'analyse de risque ?

Il lui apparaît que ce sont des questions complexes qui relèvent des services de l'État mais pour lesquelles une réponse devra être apportée pour la compréhension de tous.

S'agissant du risque par rapport au milieu, il lui paraît nécessaire que les scientifiques aient du temps pour cerner l'ensemble de la problématique.

M.DUCHENNE précise que ALTEO et HIG n'ont rien en commun avec Rio Tinto excepté l'exploitation d'une canalisation, propriété d'Alumium Pechiney.

M.COUTURIER confirme que s'agissant d'une ICPE et du code de l'environnement, c'est bien l'exploitant qui est responsable et a les obligations de respecter les prescriptions existantes avec la possibilité des sanctions administratives et judiciaires, le cas échéant, en cas de non-respect.

M.DUCHENNE précise que les PIG généralement utilisés ne permettent pas de mesurer une épaisseur mais seulement des discontinuités dans l'acier et des fissures.

Par ailleurs, il lui apparaît que le Ph élevé dans la canalisation depuis l'intérieur de la canalisation la met à l'abri de la corrosion à ce niveau.

Il confirme que la société Hydrocarz est intervenue dans le puits, les rustines évoquées sont des coques de protection de la canalisation toujours au même endroit où se font les contrôles. La protection des colliers est assurée par le recours à des colliers en inox. Les rustines sont placées pour permettre les vérifications.

Mme BELLAN SANTINI rappelle que le Préfet a créé un comité de scientifiques internationaux pour vérifier la thématique des rejets en mer.

M.DUCHENNE précise que les mesures d'épaisseur ont été faites par ultrasons. Tous les 50 cm au début de la canalisation, puis 1 m, puis 20 m.

M.AUGIER rappelle que les rejets actuels sont moins denses et qu'il fait l'hypothèse qu'en cas de fuites, il pourrait y avoir des remontées. Il souhaite des tests sur ce point.

Il évoque le gaspillage d'eau conséquent à un moment où, avec le changement climatique, les besoins en eau se font croissants. La possibilité de réinjecter à terme cette eau est un objectif fort.

M.COSTE confirme la pertinence de cet objectif potentiel.

M.LAMBERT rappelle que cette capacité à réutiliser l'eau doit être inscrite dans une volonté politique pour l'agriculture et la lutte contre l'incendie, notamment.

Il souligne le rôle de la CSS pour améliorer la confiance. Il demande à ALTEO de dépasser les objectifs avec si possible la mobilisation de fonds publics pour rendre cette eau susceptible de servir l'intérêt commun.

M.COSTE rappelle que la trajectoire immédiate est la finalisation des deux plans, d'une part, et des bilans, d'autre part. En fonction de ceux-ci, la pertinence d'une tierce expertise sera envisagée, le cas échéant. Il faut également être clair sur les risques afin de prévoir les mesures curatives adaptées.

Conclusions soumises aux membres de la sous-commission par M.COSTE:

- la confiance partagée est nécessaire pour dépasser les blocages et permettre d'avancer sur ce dossier. Des discussions bilatérales doivent se poursuivre en dehors de la CSS entre les différents acteurs concernés notamment les associations et l'exploitant pour faciliter la levée des incompréhensions par plus d'échanges, de transparence et de dialogues.
- l'exploitant doit respecter les échéances prévues par les arrêtés préfectoraux. M.COSTE précise que l'État sera intransigeant sur le respect du calendrier comme l'a déjà rappelé le Préfet et comme l'ont concrétisé des arrêtés de mise en demeure.
- pour la canalisation, la trajectoire immédiate est la suivante: finalisation par l'exploitant des plans et des bilans imposés par les arrêtés du 28 décembre 2015 afin de bien analyser les impacts. En fonction de ceux-ci, la pertinence d'une tierce expertise sera envisagée, le cas échéant.
- même si deux formations spécialisées Mer et Terre se réunissent indépendamment, le lien entre les deux doit persister. Collectivement, il y a intérêt à appuyer l'exploitant pour accélérer les modifications de processus et limiter puis arrêter les rejets dérogatoires et réduire l'impact environnemental, faire cesser les rejets dérogatoires et limiter les rejets à terre.
- dans la mesure où la confiance progresse, il conviendra de voir si un accord peut être recherché sur un document partagé entre les membres et les différents collègues en vue de l'interpellation des pouvoirs publics pour réorienter ou mobiliser les moyens permettant à l'exploitant ALTEO de limiter l'impact et l'empreinte environnementale de ses installations au-delà de 2022.

Si les associations sont d'accord, la prochaine réunion sera fixée en liaison avec le nouveau Préfet soit au 1^{er} trimestre ou semestre 2018. Il apparaît que, globalement, les discussions permettent de mieux avancer en formations spécialisées qu'en formation plénière. La prochaine réunion prendra plus probablement la forme de formations spécialisées mais une CSS plénière sera toutefois susceptible d'être envisagée si nécessaire.

En l'absence d'objections et compte tenu de l'accord des membres de la sous-commission, **M.COSTE** remercie les participants et lève la séance.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

David COSTE